

# RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉCONOMIE DE L'AFRIQUE



2022

Sous la direction de  
Larabi Jaïdi

 **POLICY CENTER**  
FOR THE NEW SOUTH

THINK • STIMULATE • BRIDGE



# Rapport annuel sur l'économie de l'Afrique

2022

Sous la direction de Larabi Jaïdi

4<sup>ème</sup> édition

© Ed. Policy Center for the New South 2023  
Tous droits de production, d'adaptation et d'exécution  
réservés pour tous les pays.

# Sommaire

<b>À propos de Policy Center for the New South</b> .....	7
<b>Collaborateurs</b> .....	9
<b>Préface</b> .....	11
<b>Preface</b> .....	17
<b>Panorama de l'économie africaine 2022-23 : Incertitudes, risques et défis</b> .....	23
<b>Partie I : L'Afrique, états des lieux de la croissance</b> .....	51
<b>Chapitre 1</b> : Conjoncture Macroéconomique en Afrique .....	53
<b>Chapitre 2</b> : Inflation en Afrique : une situation alarmante et des marges de manœuvre limitées ? .....	65
<b>Chapitre 3</b> : La lutte contre les inégalités : un défi majeur et un prérequis essentiel pour une croissance inclusive en Afrique .....	77
<b>Chapitre 4</b> : African Small and Medium-sized Enterprises, Uncertainties and Future .....	95
<b>Chapitre 5</b> : Can Mauritius Transform Itself Once Again?.....	107
<b>Partie II : La dynamique des Communautés Economiques Régionales</b> .....	127
<b>Chapitre 1</b> : La réinvention du modèle d'intégration régional maghrébin.....	129
<b>Chapitre 2</b> : LA CEDEAO dans un contexte d'incertitude.....	145
<b>Chapitre 3</b> : The Economic Community of Central African States (ECCAS) in a Context of Uncertainty.....	157
<b>Chapitre 4</b> : The Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA) in a Context of Uncertainty.....	171
<b>Chapitre 5</b> : La Communauté de l'Afrique de l'Est : une tension entre l'intégration économique et la conflictualité politique .....	187
<b>Chapitre 6</b> : Transforming the Intergovernmental Authority on Development (IGAD) in a Context of Uncertainty.....	207
<b>Chapitre 7</b> : The SADC Region in Times of Uncertainty .....	223

<b>Partie III : Inter-régionalité et intégration continentale</b> .....	241
<b>Chapitre 1</b> : Les résiliences africaines en matière agricole et alimentaire en périodes critiques .....	243
<b>Chapitre 2</b> : L'Afrique et l'OMC : comment façonner les règles du commerce mondial et trouver des synergies avec la zone de libre-échange continentale ? .....	261
<b>Chapitre 3</b> : Le paysage des IDE et des IIA en Afrique : tendances et orientations	275
<b>Chapitre 4</b> : Le Protocole d'accord sur les investissements de la ZLECAf : un cadre souple mais des questions encore en suspens .....	285
<b>Chapitre 5</b> : Central Bank Digital Currencies in Africa .....	299
<b>Chapitre 6</b> : Les corridors de l'Afrique de l'Est : un vecteur d'intégration régionale sous-optimisé ? .....	315
<b>Chapitre 7</b> : The monitoring of the economic activities of the African Union Commissions in times of uncertainties: Human resources, infrastructure and energy, social affairs, trade and industry, rural economy, agriculture and economic affairs..	337
<b>Epilogue</b> .....	347
<b>L'incertitude : du concept à la décision</b> .....	349
<b>Annexe statistique</b> .....	361
<b>Statistical Annex</b> .....	373

# À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

A ce titre, le PCNS mobilise des chercheurs, publie leurs travaux et capitalise sur un réseau de partenaires de renom, issus de tous les continents. Le PCNS organise tout au long de l'année une série de rencontres de formats et de niveaux différents, dont les plus importantes sont les conférences internationales annuelles « The Atlantic Dialogues » et « African Peace and Security Annual Conference » (APSACO).

Enfin, le think tank développe une communauté de jeunes leaders à travers le programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL). Cet espace de coopération et de mise en relation d'une nouvelle génération de décideurs et d'entrepreneurs, est déjà fort de plus de 300 membres. Le PCNS contribue ainsi au dialogue intergénérationnel et à l'émergence des leaders de demain.

# Collaborateurs

<b>Nezha ALAOUI M'HAMMDI</b>	Senior Fellow, Policy Center for the New South
<b>Fahd AZAROUAL</b>	Economist, Policy Center for the New South
<b>Omar AWADALLAH</b>	Teaching Assistant, Department of Economics, Faculty of Business Administration, Economics & Political Science, The British University in Egypt
<b>Muhammad BA</b>	Researcher-Teacher, Gaston Bergé University
<b>Farah BASHIR</b>	Teaching Assistant, Department of Economics, Faculty of Business Administration, Economics & Political Science, The British University in Egypt
<b>Oumaima BOURHRIBA</b>	Economist, Policy Center for the New South
<b>Otaviano CANUTO</b>	Senior Fellow, Policy Center for the New South
<b>Karim EL AYNAOUI</b>	Executive President, Policy Center for the New South
<b>Said EL HACHIMI</b>	Senior Advisor, World Trade Organization
<b>Mostafa EL SAYED ABO EL SOUD</b>	Associate Professor, Department of Economics Faculty of Business Administration, Economics and Political Science, The British University in Egypt
<b>Saloi EL YAMANI</b>	Research Assistant, Policy Center for the New South
<b>Tayeb GHAZI</b>	Senior Economist, Policy Center for the New South
<b>Pierre JACQUEMOT</b>	Former Ambassador, Senior Lecturer, Sciences- Po Paris
<b>Larabi JAÏDI</b>	Senior Fellow, Policy Center for the New South
<b>Abdessalam JALDI</b>	International Relations Specialist, Policy Center for the New South
<b>Divine NGENYEH KANGAMI</b>	Head of Business Management Program, African Leadership University in Mauritius
<b>Hafsa MAALIM</b>	Associate Senior Researcher, Stockholm International Peace Research Institute
<b>Badr MANDRI</b>	Economist, Policy Center for the New South
<b>Ivan MARTIN</b>	Senior Fellow, Policy Center for the New South
<b>Fatima Ezzahra MENGOUH</b>	Senior Economist, Policy Center for the New South
<b>Samuel MURIITHI</b>	Director Academic Affairs, Daystar University

<b>Solomon MUQAYI</b>	Senior Lecturer, Department of Political and Administrative Studies, University of Zimbabwe	
<b>Brian KELLY NYAGA</b>	Trade Policy Advisor, GIZ (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit)	
<b>Ahmed OUHNINI</b>	Economist, Policy Center for the New South	
<b>Hamza SAUDI</b>	Economist, Policy Center for the New South	
<b>Isabelle TSAKOK</b>	Senior Fellow, Policy Center for the New South	
<b>Youssef AÏT EL KADI</b>	Senior Graphic Designer, Policy Center for the New South	Graphic Composition
<b>Sabine CESSOU</b>	Edition	Edition
<b>Stephen GARDNER</b>	Edition	Edition
<b>Mokhtar GHAILANI</b>	Editorial Officer, Policy Center for the New South	Edition
<b>Nabil EL QAMÇAOU</b>	Program Officer – Research Support & Public Policy Lab	Coordination

# Rapport annuel sur l'économie de l'Afrique

## Préface

Cette édition du Rapport économique de l'Afrique est construite autour d'une thématique d'une grande actualité : les conséquences des incertitudes et des risques aussi bien sanitaires que climatiques et sécuritaires sur les économies du continent. L'exercice est d'autant plus légitime que la recomposition de l'ordre mondial questionne la place du continent à l'échelle planétaire, sur les plans économique, social et environnemental.

L'économie mondiale est confrontée à des défis globaux, traitant de l'urgence mais convoquant le long terme. Nous vivons dans un monde d'inquiétude marqué par les craintes d'une résurgence de crises pandémiques, de la reproduction de conflits mondiaux, régionaux ou locaux, des changements climatiques avec des manifestations sans précédent. L'Afrique n'est pas à l'abri de ces vents contraires. L'incertitude est souvent considérée comme un des principaux facteurs à l'origine des perturbations des desseins économiques africains et l'un des freins à son émergence.

Dans l'imaginaire collectif, le continent continue d'être associé à l'image d'une vulnérabilité endémique qui symboliserait l'impuissance des politiques publiques à gérer les rapports du continent au système de l'économie-monde. Dans l'esprit de son narratif novateur, le Rapport sur l'économie africaine de cette année est une invitation à prendre un recul raisonné par rapport à ces inquiétudes. Il mesure les risques, mais met en exergue le potentiel de développement économique et social de l'Afrique. Il montre que cela passe par la capacité de l'Afrique à consolider sa résilience de court terme par des réformes en profondeur.

**Le Panorama** établi en ouverture du rapport propose une synthèse de l'environnement économique africain pour les années 2022 et 2023.

L'incertitude mondiale a atteint des niveaux inédits depuis le début la flambée de Covid-19 et reste élevée. Les prévisions relatives à la croissance mondiale ne prévoient pas de récession, mais un net ralentissement en 2023 et une inflation encore élevée, bien que récemment en recul dans de nombreux pays. En 2022, l'Afrique avait fait preuve de résilience à court terme, mais elle fait aujourd'hui face à des perspectives économiques difficiles. Le continent demeure exposé à des risques multiples : économiques, environnementaux, sociétaux, géopolitiques et technologiques. Parmi les risques économiques, on peut citer l'atonie de la croissance mondiale, la poursuite des hausses des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Ces risques viennent s'ajouter à l'éventualité de phénomènes de crise de la dette et de contagion financière dans de nombreuses économies africaines émergentes ou à faible revenu.

À un moment où les technologies dessinent un nouvel avenir, le continent est confronté au risque de creusement du gap technologique avec le reste du monde. Plusieurs technologies de pointe propulsées par l'intelligence artificielle contribuent à cette métamorphose, dont notamment la blockchain, le big data, les drones et la Fintech. Il convenait de nous interroger sur la profondeur de l'appropriation de ces technologies, qui devraient favoriser l'accès à la révolution numérique, faciliter les transitions énergétiques

et climatique, et enfin nourrir la transformation des modèles économiques et sociétaux africains.

En ces temps difficiles, les États africains doivent prendre des mesures audacieuses. Au-delà des arbitrages monétaire et budgétaire conjoncturels, l'heure est venue pour les États de renouer avec les **politiques structurelles** pour résoudre certains des problèmes les plus impérieux. En ces temps incertains, les politiques publiques ont encore une fois un rôle crucial à jouer pour rendre soutenables les perspectives de croissance économique.... Pour guider les choix des politiques de développement, il est dès lors indispensable pour les pays africains de disposer d'une vision et d'un cadre d'action cohérent.

**Dans la première partie du Rapport**, une question centrale court en filigrane dans les cinq articles qui traitent des aspects macro-économiques, sociaux ou sectoriels : les sources de vulnérabilité de l'Afrique, **les risques de dégradation** des perspectives économiques mondiales qui n'en continuent pas moins de peser sur l'évolution de l'économie africaine. Un regain de croissance lié à la demande ou une baisse plus rapide de l'inflation sont plausibles. En revanche, la guerre en Ukraine pourrait perdurer, tandis que la situation géopolitique dans l'Indopacifique pourrait s'aggraver. Un contexte qui risque de freiner l'élan de la reprise, de durcir les conditions de financement à l'échelle mondiale et d'accentuer le surendettement de l'Afrique.

Dans le chapitre qui aborde le volet social, le Rapport s'est penché sur **l'exacerbation des inégalités de revenus et de patrimoine**. Les inégalités élevées ne sont pas seulement problématiques du point de vue de justice et d'équité. Elles limitent le dynamisme de la croissance économique et augmentent la probabilité des conflits sociaux. Des changements importants sont à introduire dans les politiques fiscales, sociales, éducatives et de gouvernance, afin de s'attaquer sérieusement aux causes profondes des inégalités.

**Ensuite, le chapitre 2 se concentre sur l'inflation qui est aujourd'hui l'une des**

**principales préoccupations de l'économie mondiale**. Son profil africain met en lumière les flambées des prix enregistrées dans la plupart des régions du continent. La décomposition du phénomène inflationniste permet de mieux identifier ses sources, ses risques majeurs et d'analyser ses répercussions. Elle renseigne sur les politiques mises en œuvre et les différents arbitrages auxquels les décideurs politiques font face.

Le chapitre 3 est consacré à l'attractivité de l'investissement direct étranger (IDE) et intra-africain (IIA), un enjeu primordial pour la transformation structurelle des économies africaines et la consolidation des chaînes de valeur régionales. **L'état des lieux du paysage de l'investissement international et régional en Afrique** montre que l'Afrique est moins bien classée que d'autres régions du Sud dans l'attractivité des IDE et des IIA. Des environnements politiques incertains, des conditions macroéconomiques instables et des régimes réglementaires défavorables influencent la décision d'investissement. Dans un climat d'incertitude, les entreprises multinationales peuvent réorienter leur stratégie d'implantation. D'autres facteurs affectent le flux des IDE en Afrique : les facteurs technologiques (Intelligence artificielle, Internet des objets), économiques (globalisation, concentrations industrielles) ou sociaux (déclin de la population active, urbanisation) ou environnementaux (changement climatique).

Le pays retenu cette année dans le **focus consacré aux performances-pays** est l'île Maurice. Qualifié dans la littérature de « **pays émergent** » ou encore de « petit tigre » de l'Océan Indien, Maurice a connu un essor socio-économique spectaculaire. L'analyse de cette « success story » se réfère aux phases de l'émergence mauricienne, celle des réajustements consécutifs afin de maintenir, voire d'améliorer la performance économique dans un contexte de libéralisation économique et de forte compétition mondiale. Ce diagnostic fait ressortir les enjeux et risques sociétaux de cette expérience en discutant les facteurs spécifiques au cas examiné et ceux

susceptibles d'être reproductibles ailleurs.

**Dans la seconde partie** relative aux sept Communautés économiques régionales (CER) les articles retenus s'interrogent à la fois sur les processus d'intégration régionale en construction et sur leur devenir. Ils font ressortir par trois de leurs grandes conclusion le maillage de plus en plus serré et multiforme tissé entre les pays qui composent chaque CER à l'exception de l'UMA et de la CEEAC ; l'état de la transition de modèles assis sur la simple libéralisation des échanges à des modèles se projetant dans la réalisation d'un marché unifié et d'une future union économique ; l'exposition de cette transition non seulement aux incertitudes internes et externes mais aussi aux enjeux de la mise en cohérence des dynamiques régionales avec les ambitions de la mutation de la zone de libre-échange continentale à une intégration approfondie.

Par ailleurs, les chapitres sur les CER montrent que les incertitudes causées par les turbulences des chocs économiques et géopolitiques de l'économie mondiale secouent les modèles de régionalisme africains. Les États membres des CER ont dû faire face à des tensions sur leurs échanges commerciaux et aux insuffisances de la coordination des politiques économiques pour répondre aux urgences ponctuelles. À quelques exceptions près, ces politiques manquent de vigueur pour définir des politiques communes dans la gestion des biens communs régionaux (santé, climat...).

Les articles figurant dans cette partie offrent un aperçu sur les conséquences de cet environnement perturbé sur les performances des CER, en termes de commerce intrarégional et de projets communs. Ces observations et réflexions sont saisies pour s'interroger sur les sources d'inspiration idéologique de ces modèles (panafricanisme, libre-échangisme...) ainsi que les paradigmes sur lesquels ils sont construits (imitation du modèle européen). Une refonte de ces modèles d'intégration régionale semble s'imposer pour faire face aux inflexions de la mondialisation dans le commerce mondial, les chaînes de valeur et les flux financiers. Un

nouveau regard sur les trajectoires de l'intégration régionale africaine est nécessaire pour s'attaquer aux aspects complexes des chevauchements d'appartenance et négocier les modalités de mise en cohérence de ces CER avec le grand chantier de la ZLECAf. En somme, les avantages attendus des intégrations régionales par les États membres restent limités du fait du retard accusé dans la plupart des politiques communes annoncées ou programmées.

**La troisième partie du rapport** fait le point, cinq ans après le sommet qui a acté la décision de créer la ZLECAf, et deux ans après sa mise en place, sur les développements de ce mégachantier.

Le premier chapitre s'interroge sur comment la ZLECAf peut bénéficier des synergies entre son agenda ambitieux et les règles existantes ou futures de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Aujourd'hui, les règles du commerce international sont soumises à de fortes pressions qui imposent la révision de plusieurs paramètres liés à la conduite des organes de mise en œuvre ou de négociations de l'OMC. L'Afrique ne représente pas plus de 3 % du commerce international de biens et de services mais la grande majorité des pays africains font partie de l'OMC. Le constat est vraiment sans équivoque. La participation africaine au système commercial multilatéral est faible en comparaison des autres membres dont notamment ceux issus du Sud global, à l'image des pays asiatiques ou latino-américains. Comment les pays africains peuvent-ils participer au système commercial multilatéral, jouer des rôles plus actifs dans l'organisation et influencer sur les négociations au sein de l'OMC ? Un rôle plus affirmé de l'Afrique est possible, notamment en termes d'influence sur la mise en œuvre des règles existantes ou pour façonner les règles futures du commerce mondial.

Le chapitre 2 traite du nouveau Protocole sur l'investissement adossé à l'Accord de libre-échange continental. L'Afrique est appelée à utiliser ce Protocole pour simplifier l'enchevêtrement actuel des règles d'investissement et clarifier les liens avec d'autres protocoles de la ZLECAf, le droit

international et les législations nationales. Au moment où l'Afrique est confrontée au risque d'une baisse des Investissements internationaux ou régionaux dans une économie mondiale fragmentée, l'opportunité présentée par la création d'une zone d'investissement commune continentale arrive à un moment propice. La prolifération des traités d'investissement bilatéraux et régionaux complexifie les politiques d'investissement en Afrique. Le Protocole adopté en 2022 traduit la volonté politique d'harmoniser moderniser la structure et le contenu des traités d'investissement. Il introduit des innovations afin d'établir des règles prévisibles et transparentes et précise les normes de traitement juste et équitable. Le Protocole est construit sur une représentation d'un équilibre globale des droits et obligations entre les États parties et les investisseurs. Mais il demeure ambigu sur la question des règlements des conflits.

**Le chapitre sur le développement des PME africaines** analyse un sujet au coeur des préoccupations de la ZLECAF. L'incertitude économique est une réelle menace pour la croissance des PME africaines, elle diminue les opportunités commerciales et déstabilise les sources des avantages concurrentiels. Les turbulences à venir risquent de complexifier et de rendre encore plus imprévisible le climat d'affaires des PME. C'est le rôle des politiques publiques que de mettre en place des dispositifs d'appui. Parmi les moyens recommandés figurent : les stratégies d'aversion au risque, la promotion de la Recherche, le développement des capacités de marketing, l'adaptation des mécanismes d'incitation, l'appui à la gestion et planification, etc...

**Le chapitre sur la crise alimentaire en Afrique** rappelle l'importance de libérer le potentiel de développement endogène du continent. La stratégie de la souveraineté alimentaire revient au devant de la scène. Permettra-t-elle d'anticiper et de traiter les chocs récurrents comme des caractéristiques pérennes et non comme des anomalies imprévues ? La levée des entraves à la reconquête des souverainetés alimentaires fondamentales — agricoles,

pastorales, halieutiques, alimentaires — restera le défi de la décennie de l'« Afrique d'après ».

**Sur un autre registre**, le chapitre sur les innovations financières s'intéresse aux transformations du paysage financier africain. Ces importantes innovations révolutionnent les échanges numériques de valeurs et transforment les modèles d'affaires. Elles ouvrent la voie à une myriade de crypto-actifs privés qui prétendent être des monnaies alternatives à celles émises par les banques centrales. Actifs hautement spéculatifs ou élargissement de la gamme et la qualité des produits et des services ? Pour répondre à cette question nous avons choisi d'examiner les expériences de monnaies digitales de Banques centrales (Central Bank Digital Currency - CBDC) pour faire évoluer la monnaie classique qui pourrait avoir la forme « digitale » des crypto-actifs tout en étant une « monnaie » à part entière.

**Le chapitre qui suit couvre une thématique importante pour l'Afrique: la logistique et les corridors de transports.** Sujet crucial car plusieurs pays du continent sont enclavés, c'est le cas de infrastructures logistiques de l'Afrique de l'Est organisées autour d'une façade maritime faisant le lien avec le reste du monde et des corridors terrestres permettant de relier les zones et pays enclavés. L'intérêt du sujet est de révéler, dans un contexte de perturbations chroniques, les apports et insuffisances de cet outil stratégique pour tisser un maillage d'infrastructures et faire participer l'ensemble des territoires à la dynamique régionale.

Enfin, fidèles au suivi des activités des commissions économiques de l'UA nous avons consacré un article à l'appréciation des performances de ces commissions en 2022. Là aussi, l'Afrique a été confrontée à une pléthore de défis (pandémie, climat géopolitique) qui ont causé des incertitudes quant au rythme de réalisation des programmes et projets établis par les commissions économiques dans le cadre des objectifs de l'Agenda 2063.

Tous les articles de ce rapport font ressortir

l'enchaînement des chocs qui ont conduit à la situation actuelle. Il examine les risques que génère l'incertitude de l'environnement sur les acteurs de la décision ; ils étayent et alimentent la réflexion par une argumentation ressortant davantage de l'analyse que de l'incantation ou de la posture idéologique ou politique. À cet égard, s'ils font apparaître que les facteurs de progrès sont bien là dans des domaines aussi divers que l'assainissement macroéconomique, le commerce régional ou continental, l'inclusion sociale, les aspects financiers, force est de constater que la situation dans d'autres domaines (l'inclusion sociale, la transition énergétique ou climatique) a en réalité, à ce jour, peu évolué.

En guise d'épilogue, le rapport présente une réflexion critique sur la signification du concept d'incertitude qui s'est imposé comme un repère du triple choc crisogène que l'économie mondiale connaît de nos jours. L'histoire des idées économiques est riche de notions qui portent en elles la volonté de faire le diagnostic de situations inédites, d'exprimer une ambition de transformation pour orienter l'action. L'incertitude en est une. Ainsi a été questionné le concept pour faire mieux appréhender les manières d'observer, d'évaluer ou d'anticiper les imprévisibilités. L'épilogue explore les conditions dans lesquelles l'action publique ou privée pouvait aborder de front et de manière systémique, la pluralité des « dimensions » de l'incertitude. Il importe aujourd'hui de comprendre comment ce concept garde sa pertinence pour faire évoluer l'action publique, à quelle ampleur et dans quelles directions. Ou faudrait-il le revisiter pour mieux

le mobiliser et l'intégrer à une nouvelle matrice générale de l'action publique ?

La réalisation du rapport n'aurait pas été possible sans les contributions de très nombreuses personnes, auteurs des articles, ressources et compétences humaines du Policy Center for the New South (PCNS), auxquelles ces remerciements ne sauraient rendre hommage que de façon partielle et imparfaite.

Les membres du Comité de coordination nous ont accompagné dans la conception et la fabrication de rapport à ses différentes étapes. Elles ont apporté des conseils sur les choix des thèmes. En complément des conseils du comité de coordination, nous avons bénéficié de l'appui des chercheurs du PCNS sur l'établissement des annexes du Rapport. Nous avons beaucoup apprécié l'étroite collaboration menée avec les différents services techniques. Nous avons eu la chance d'être accompagnés dans notre travail par de talentueuses compétences. Nous ne saurions omettre de nos remerciements le travail très professionnel de correction, de révision et de mise en page des textes.

Nous tenons tout particulièrement à exprimer notre gratitude à la générosité et à l'engagement de tous et toutes ; ils, elles ont été une source inépuisable d'inspiration, de conseil et bien souvent de motivation. Nous espérons avoir fait bon usage de cette confiance et de cet engagement continu pour réaliser un rapport conforme aux exigences normatives et qualitatives de notre think tank.

**Larabi Jaïdi**  
Senior Fellow,  
Policy Center for the New South

**Karim El Aynaoui**  
Président Exécutif,  
Policy Center for the New South

# Annual Report on African Economies

## Preface

This edition of the *Annual Report on African Economies* revolves around a highly relevant theme: the consequences for the continent's economies of uncertainties and risks, encompassing health, climate, and security. This exercise is particularly justified as the reshaping of the global order raises questions about Africa's position globally in economic, social, and environmental terms.

The global economy faces extensive challenges, both urgent and for longer-term consideration. We live in a world marked by apprehension about resurgent pandemic crises, the perpetuation of global, regional, and local conflicts, and unprecedented manifestations of climate change. Africa is not sheltered from these adverse winds. Uncertainty is often seen as a major factor behind disruptions to African economic progress, and as a hindrance to Africa's emergence.

In the collective imagination, Africa continues to be associated with images of endemic vulnerability, symbolizing the inadequacy of public policies to manage the continent's interactions within the world economy system. In the spirit of its innovative narrative, this year's *Annual Report on African Economies* invites a reasoned perspective on these concerns. It assesses the risks while highlighting Africa's potential for economic and social development, indicating that this can be achieved by consolidating short-term resilience through profound reforms.

The opening **panorama** of the report presents a synthesis of the African economic environment in 2022 and 2023.

Global uncertainty has reached unprecedented levels since the onset of the COVID-19 pandemic, and remains high. Global growth forecasts do not predict a recession but anticipate a notable slowdown in 2023, with persistently high inflation, although this has recently receded in many countries. In 2022, Africa demonstrated short-term resilience, but it now faces challenges to its economic prospects. The continent remains exposed to various risks: economic, environmental, societal, geopolitical, and technological. Economic risks include sluggish global growth and continued increases in food and energy prices. These risks are compounded by the possibility of debt crises and financial contagion in many emerging or low-income African economies.

In an era when technologies is shaping a new future, Africa faces the risk of a widening technological gap with the rest of the world. Several cutting-edge technologies powered by artificial intelligence contribute to this transformation, notably blockchain, big data, drones, and fintech. It is essential to examine the depth of the adoption of these technologies, which should facilitate access to the digital revolution, facilitate energy and climate transitions, and ultimately fuel the transformation of African economic and societal models.

In these challenging times, African states must take bold action. Beyond short-term monetary and budgetary adjustments, it is time for states to re-engage with **structural policies** to address pressing issues. In these uncertain times, public policies once again have a crucial role to play in making economic growth prospects

sustainable and in guiding development choices. African countries must have a coherent vision and framework for action to navigate these complexities.

**The first part of the Report** focuses on a central issue that runs through its five articles addressing macroeconomic, social, and sectoral aspects: Africa's vulnerabilities and the risks of deteriorating global economic prospects that continue to impact the evolution of the African economy. A resurgence of growth linked to demand or a faster decline in inflation are plausible scenarios. However, the war in Ukraine could continue, and the geopolitical situation in the Indo-Pacific could worsen. This context could slow the momentum of recovery, tighten global financing conditions, and exacerbate Africa's debt burden.

The chapter that delves into the social aspect examines the **exacerbation of income and wealth inequalities**. High inequalities are problematic not only from a justice and equity standpoint, but also because they limit economic growth dynamism and increase the likelihood of social conflicts. Significant changes are required to fiscal, social, educational, and governance policies to address the root causes of inequality.

**The second chapter focuses on inflation, a major concern in the global economy today.** Africa is seeing price surges in most of its regions. Analyzing the inflation phenomenon better identifies its sources, major risks, and repercussions. This analysis sheds light on implemented policies and the various trade-offs faced by policymakers.

Chapter 3 is dedicated to the attractiveness of foreign direct investment (FDI) and intra-African investment (IAI), a critical factor for the structural transformation of African economies and the consolidation of regional value chains. **The assessment of international and regional investment landscapes in Africa** shows that Africa ranks lower in FDI and AIA attractiveness compared to other regions in the South. Uncertain political environments, unstable macroeconomic

conditions, and unfavorable regulatory regimes influence investment decisions. In a climate of uncertainty, multinational corporations might choose to invest elsewhere. Various factors affect FDI flows in Africa, including technological (artificial intelligence, the Internet of Things), economic (globalization, industrial concentration), social (decline in the working-age population, urbanization), and environmental factors (climate change).

This year's **focus on country performance** highlights Mauritius. Known as an 'emerging country' or 'small tiger' of the Indian Ocean, Mauritius has experienced remarkable socioeconomic growth. The analysis of this success story refers to phases of Mauritian emergence, involving adjustments aimed at maintaining or improving economic performance in the context of economic liberalization and intense global competition. This analysis brings out the societal stakes and risks of this experience, discussing both specific factors related to the examined case and those that could be replicable elsewhere.

**The second part** covers the seven regional economic communities (RECs) and their ongoing processes of regional integration. The articles question the construction of regional integration processes and their future, with three main conclusions: the increasingly intricate and diverse network among the countries composing each REC, except for the Arab Maghreb Union (AMU) and the Economic Community of Central African States (ECCAS); the transition from trade liberalization-based models to models projecting a unified market and future economic union; the exposure of this transition not only to internal and external uncertainties but also to the challenge of aligning regional dynamics with the ambitions of the transformation from a continental free trade zone to deep integration.

The chapters on the RECs also show the impact on African regionalism models of uncertainties arising from economic and geopolitical shocks from the global economy. REC member states have faced trade tensions and inadequacies

in coordinating economic policies to address immediate challenges. These policies, with a few exceptions, lack the vigor needed to establish common policies for managing regional public goods (health, climate, etc.).

The articles in this section provide insights into the consequences of this disrupted environment on REC performance in terms of intraregional trade and joint projects. These observations and reflections prompt an exploration of the ideological inspirations of these models (pan-Africanism, free trade...) and the paradigms on which they are built (imitation of the European model). A reconfiguration of these regional integration models seems necessary to cope with changes in global trade, value chains, and financial flows. A fresh perspective on African regional integration trajectories is required to address the complexities of overlapping identities and to negotiate the alignment of these RECs with the broader African Continental Free Trade Area project (AfCFTA). Overall, the expected benefits of regional integration for member states remain limited because of delays in most announced or planned common policies.

The **third part of the report** provides an update on the AfCFTA mega-project, five years on from the summit that formalized the decision to create it, and two years after its establishment.

The first chapter examines how AfCFTA can benefit from synergies between its ambitious agenda and the existing or future rules of the World Trade Organization (WTO). Today, the rules of international trade are subject to strong pressures leading to the revision of several parameters related to the conduct of WTO implementation or negotiation bodies. Africa accounts for no more than 3% of international trade in goods and services, but many African countries are WTO members. The observation is quite unequivocal. African participation in the multilateral trading system is weak compared to other members, particularly those from the Global South, such as Asian or Latin American countries. How can African countries participate in the multilateral trading system, play more active roles in the WTO,

and influence negotiations within it? A more assertive role for Africa is possible, especially in terms of influencing the implementation of existing rules, or shaping future rules of global trade.

The second chapter deals with the new Protocol on Investment attached to AfCFTA. Africa is called upon to use this Protocol to simplify the current tangle of investment rules and clarify the links with other AfCFTA protocols, international law, and national legislation. At a time when Africa faces the risk of a decline in international or regional investments in a fragmented global economy, the opportunity presented by the creation of a common continental investment area comes at an opportune moment. The proliferation of bilateral and regional investment treaties complicates investment policies in Africa. The Protocol, adopted in 2022, reflects the political will to harmonize and modernize the structure and content of investment treaties. It introduces innovations to establish predictable and transparent rules, and specifies standards of fair and equitable treatment. The Protocol is built on a representation of a global balance of rights and obligations between the parties and investors. However, it remains ambiguous on the issue of dispute settlement.

The **chapter on the development of African SMEs** analyzes a topic at the heart of AfCFTA. Economic uncertainty is a real threat to the growth of African SMEs; it reduces commercial opportunities and destabilizes the sources of competitive advantages. The upcoming turbulence risks complicating and making the business environment for SMEs even more unpredictable. It is the role of public policies to put support mechanisms in place. Recommended means include risk-aversion strategies, promoting research, developing marketing capabilities, adapting incentive mechanisms, and supporting management and planning.

The **chapter on the food crisis in Africa** highlights the importance of unleashing the continent's endogenous development potential. The strategy of food sovereignty is back in

the spotlight. Will it allow recurrent shocks to be anticipated and addressed as enduring circumstances, rather than unforeseen anomalies? Removing obstacles to the reclamation of fundamental food sovereignties—agricultural, pastoral, fisheries, and food—remains the challenge of the 'Africa to come'.

**On a different note**, the chapter on financial innovation focuses on the transformation of the African financial landscape. These significant innovations are revolutionizing digital exchanges of value, and transforming business models. They pave the way for a myriad of private crypto assets that claim to be alternative currencies to those issued by central banks. Are they highly speculative assets, or an expansion of the range and quality of products and services? To answer this question, we have chosen to examine the experiences of central bank digital currencies (CBDCs) as a means of turning classical currency into a 'digital' form of crypto asset, while still being a full-fledged 'currency'.

**The next chapter covers an important theme for Africa: logistics and transport corridors.** This is a crucial subject as several countries on the continent are landlocked; they face issues such as the logistical infrastructure of East Africa being organized around a maritime front linking with the rest of the world, and land corridors connecting landlocked zones and countries. Examination of the topic reveals, in a context of chronic disruptions, the contributions and shortcomings of logistics and transport corridors for weaving an infrastructure network and involving all territories in regional dynamics.

Finally, remaining faithful to the task of monitoring the activities of the AU's economic commissions, we have dedicated an article to assessing the performance of these commissions in 2022. Here too, Africa has faced a plethora of challenges (pandemic, geopolitical climate) that have caused uncertainties about the pace of implementation of programs and projects established by the economic commissions, within the 2063 Agenda framework.

All articles in this report highlight the sequence of shocks that have led to the current situation. They examine the risks for decision-makers generated by the uncertainty of the environment; they support and fuel the discussion through argumentation that relies more on analysis than ideological or political posturing. In this respect, while they show that progress is evident in diverse areas, including macroeconomic stabilization, regional and continental trade, social inclusion, and finance, it is clear that the situation in other areas (social inclusion, energy or climate transition) has actually evolved very little.

As an epilogue, the report presents a critical reflection on the meaning of the concept of uncertainty, which has emerged as a reference point for the triple crisis-driven shock that the global economy is experiencing today. The history of economic ideas is rich in concepts that carry a diagnosis of unprecedented situations, to express a transformative ambition to guide action. Uncertainty is one of them. Thus, the concept has been questioned to better understand the ways of observing, evaluating, or anticipating unpredictability. The epilogue explores the conditions under which public or private action could address the plurality of 'dimensions' of uncertainty in a systemic manner. It is important today to understand how this concept maintains its relevance to inform public action, to what extent, and in what ways. Or should it be revisited to better mobilize and integrate it into a new general matrix of public action?

The report's completion would not have been possible without the contributions of numerous individuals, authors of articles, resources, and skilled professionals from the Policy Center for the New South (PCNS), to whom these acknowledgments can only partially and imperfectly pay tribute.

The members of the Coordination Committee supported us in the conception and production of the report at its various stages, and provided their valuable advice on the choice of topics. In addition to the advice of the coordination committee, we benefited from the support of

PCNS researchers in establishing the annexes of the Report. Moreover, we greatly appreciated the close and effective collaboration with the various technical services. We extend our thanks for the very professional work of correcting, revising, and formatting the texts.

We would like to express our gratitude for the generosity and commitment of all; they have been an inexhaustible source of inspiration, advice, and often motivation. We hope to have made good use of this trust and ongoing commitment to produce a report that meets the normative and qualitative requirements of our think tank.

**Larabi Jaïdi**  
Senior Fellow,  
Policy Center for the New South

**Karim El Aynaoui**  
Executive President,  
Policy Center for the New South

# RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉCONOMIE DE L'AFRIQUE



L'incertitude de la géo-économie mondiale a atteint des niveaux inédits. Malgré la résilience dont ont fait preuve des économies africaines, celles-ci demeurent exposées à des risques importants : fragmentation de l'économie mondiale, persistance des pressions inflationnistes, crise de la dette, resserrement des conditions financières, difficultés des transitions énergétique et climatique. À ces risques viennent s'ajouter le coût des tensions sur les chaînes d'approvisionnement mondiales et l'impact des ruptures technologiques sur le futur du continent africain.

La présente édition du Rapport explore une série de questions liées à ce contexte complexe : quelles seront les incidences de ces incertitudes et ces risques sur les performances des économies africaines, sur les relations entre les pays africains et entre l'Afrique et le reste du monde ? Comment offrent-elles une opportunité à l'Afrique pour négocier une meilleure insertion dans les chaînes de valeur mondiales ? Quelles seront leurs conséquences - à court et moyen termes- sur les politiques publiques que les États africains mettent en œuvre pour répondre à la poly-crise ?

Au-delà des décisions de politique économique conjoncturelle, l'heure est venue pour l'Afrique de revitaliser les politiques structurelles en vue de résoudre les défis les plus impérieux et mettre en valeur le grand potentiel économique qu'elle recèle.

ISBN : 978-9920-633-32-1



9 789920 633321

POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH  
Rabat, Maroc  
[www.policycenter.ma](http://www.policycenter.ma)